

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE TERRIER DE LA POINTE

ZI de la Courtine
115 rue du Mourelet
84 000 Avignon

Références : 2025_555_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007212198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement CEPE TERRIER DE LA POINTE implanté Lieu-dit Terrier de la Pointe 16360 Chantillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée vise à vérifier le **respect des mesures de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgences en date du 01/04/2025** et plus particulièrement l'arrêt effectif du chantier.

En effet, la prise de cet arrêté a fait suite (i) au constat de la poursuite de travaux sans autorisation, (ii) à la mise en évidence d'écarts significatifs relevés sur la conduite du chantier par rapport au dossier du développeur et à son arrêté d'autorisation et (iii) à l'impact et au risque de dérangement d'espèces protégées présentes sur le site, inconvénients résultant des opérations de levage envisagées par le développeur afin de poursuivre et achever son chantier. L'inspection avait alors été amenée à proposer au préfet un arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgence afin, d'une part, de faire cesser le chantier actuel et, d'autre part, de conditionner la reprise de celui-ci, après le

15/09/2025, au respect de conditions fixées par cet arrêté. Celui-ci a été signé le 01/04/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE TERRIER DE LA POINTE
- Lieu-dit Terrier de la Pointe 16360 Chantillac
- Code AIOT : 0007212198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un parc éolien en construction comportant 6 aérogénérateurs de hauteur maximale en bout de pale de 180 m, de puissance unitaire maximale de 3,3 MW, et 2 postes de livraison. Le parc a été autorisé au titre des ICPE (rubrique 2980-1) par un arrêté du 16/04/2018. Celui-ci a été complété par un arrêté d'autorisation de défrichement du 19/10/2018 et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/04/2023.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure et à mesures d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des mesures d'urgence	AP de Mesures d'Urgence du 01/04/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification du respect de l'arrêté de mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 01/04/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au moment de l'inspection sur site, il est constaté qu'aucun travaux n'est en cours sur la zone d'implantation du parc éolien.

L'arrêt de chantier doit être pérennisé jusqu'à la date de reprise éventuelle prévue le 15/09/2025. Pour autant, durant la période d'interruption du chantier, le développeur du projet doit apporter divers justificatifs figurant dans l'arrêté de mesures d'urgence et dans le rapport de l'inspection précédente du 26/03/2025. La transmission de ces éléments conditionne une éventuelle autorisation de reprise du chantier à partir du 15/09/2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification du respect de l'arrêté de mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/04/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de l'arrêt du chantier
Prescription contrôlée : La SARL CEPE Terrier de la Pointe, exploitant le parc éolien Terrier de la Pointe sur les communes de Chantillac et de Baignes-Sainte-Radegonde, est mise en demeure de respecter, dès la notification du présent arrêté , la disposition de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16/04/2018 susvisé : « les travaux lourds [...] sont réalisés pendant une période ininterrompue de l'automne à l'hiver c'est-à-dire entre mi-septembre et mi-mars, en dehors de l'activité de reproduction des espèces ». Par voie de conséquence, le montage des éoliennes est interdit lors de cette période.
Constats : La visite inopinée sur site à permis de constater que : <ul style="list-style-type: none">• les diverses zones du chantier des 6 éoliennes est à l'arrêt et aucun personnel n'est présent• depuis l'inspection réalisée le 26/03/2025, les seuls travaux visibles consistent uniquement en la pose d'un des éléments de l'éolienne 4 (le rotor ou hub). Ces travaux ont pu être réalisés avant la date d'effet de l'arrêté daté du 01/04/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des mesures d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 01/04/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Vérification du respect des mesures d'urgence
Prescription contrôlée : La SARL CEPE Terrier de la Pointe, exploitant le parc éolien Terrier de la Pointe sur les communes de Chantillac et de Baignes-Sainte-Radegonde, est tenue de respecter les dispositions suivantes prises comme mesures d'urgence en application du code de l'environnement : (i) cesser immédiatement, à compter de la notification du présent arrêté, tous les travaux sur la zone d'implantation du parc éolien ; (ii) évacuer et retirer, sous une semaine, à compter de la notification du présent arrêté, les matériels et équipements liés aux travaux de construction du parc éolien (grues, nacelles, engins de manutention....). À défaut, l'exploitant entrepose les équipements et matériels présents de telle sorte qu'ils ne soient pas susceptibles de générer des nuisances (y compris pour la biodiversité) ou des risques de pollution sur l'environnement. Dans ce dernier cas, les équipements et matériels sont également entreposés de façon sécurisée et mis en repli pour ne pas laisser à penser que le chantier peut reprendre (y compris les grues) ; (iii) retirer, sous une semaine, à compter de la notification du présent arrêté, les matières et substances dangereuses de nature à générer des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux de surface et souterraines ; ces matières ou substances sont envoyées dans des filières de traitement de déchets ad hoc et les justificatifs sont transmis à l'administration ; (iv) limiter immédiatement, à compter de la notification du présent arrêté, l'accès au site à la stricte nécessité des interventions liées à la mise en sécurité des installations ; cette restriction de l'accès au site s'étend durant toute la période d'arrêt du chantier, soit jusqu'à minima le 15

septembre 2025 ;

(v) compléter le suivi ornithologique du Circaète Jean-le-Blanc par au moins deux mesures destinées à identifier les oiseaux, c'est-à-dire (i) la prise d'images des circaètes pour les reconnaître visuellement, et (ii) la collecte au sol de plumes des circaètes selon le protocole de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la-Vienne afin identifier génétiquement les oiseaux ;

(vi) transmettre à l'inspection l'ensemble des justificatifs du respect du présent arrêté pour envisager, au plus tôt le 15 septembre 2025, une reprise du chantier de construction du parc éolien. Ces éléments justificatifs sont transmis avant la mi-septembre 2025 et devront être approuvés par l'inspection des installations classées sur la base d'un constat visuel avant que ces travaux de construction puissent redémarrer. Les éléments à porter à la connaissance préalable de l'inspection doivent intégrer les justificatifs de conformité au présent arrêté.

Constats :

Sur site lors de l'inspection, il est constaté :

- (i) qu'aucun travaux n'est en cours sur la zone d'implantation du parc éolien
- (ii) que les matériels et équipements liés aux travaux de construction du parc éolien (grues, nacelles, engins de manutention....) ont été évacués. Seuls subsistent sur zones quelques engins de manutention près des éoliennes E4 et E5. La grue principale de levage à proximité de l'éolienne E4 a été repliée et mise en sécurité
- (iii) l'absence de matières et substances dangereuses de nature à générer des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux de surface et souterraines
- que, malgré les mauvaises conditions météorologiques (fortes pluies et rafales de vent), un Circaète Jean-le-Blanc a été observé en vol à proximité de l'éolienne E5. Cette observation confirme, d'une part, l'importance de respecter l'arrêt du chantier et, d'autre part, la nécessité de prendre en considération le dérangement résultant de l'implantation des éoliennes au voisinage du territoire occupé par les couples de Circaètes Jean-Le-Blanc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra apporter les justificatifs adaptés en lien avec les autres points figurant à l'article 2 de l'arrêté de mesures d'urgence du 01/04/2025, à savoir :

- le respect, durant toute la période d'arrêt du chantier, soit jusqu'à minima le 15 septembre 2025, de la restriction de l'accès aux diverses zones du site. Cet accès doit être limité à la stricte nécessité des interventions liées à la mise en sécurité des installations,
- les compte-rendus de suivi ornithologique du Circaète Jean-le-Blanc par au moins deux mesures destinées à identifier les oiseaux, c'est-à-dire (i) la prise d'images des circaètes pour les reconnaître visuellement, et (ii) la collecte au sol de plumes des circaètes, selon le protocole de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, afin d'identifier génétiquement les oiseaux,
- le dossier portant sur la demande de dérogation à l'interdiction stricte de destruction d'espèces ou d'habitats protégés (Circaètes et Busards saint-Martin) compte-tenu, comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 26/03/2025 (paragraphe 12 du point de contrôle n° 3), de la persistance du risque qui menace le Circaète Jean-le-Blanc en phase d'exploitation du parc éolien. Ce dossier devra être transmis avant la reprise du chantier (montage des éoliennes E4, E5 et E6).

Enfin, pour mémoire, l'exploitant devra transmettre à l'inspection l'ensemble des justificatifs du respect du présent arrêté pour envisager, au plus tôt le 15 septembre 2025, une reprise du chantier de construction du parc éolien. Ces éléments justificatifs sont transmis avant la mi-septembre

2025 et devront être approuvés par l'inspection des installations classées sur la base d'un constat visuel avant que ces travaux de construction puissent redémarrer. Les éléments à porter à la connaissance préalable de l'inspection doivent intégrer les justificatifs de conformité au présent arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois